



Aires de santé de Sati et Kitsule, zone de santé de Masisi, territoire de Masisi, province du Nord-Kivu

Contexte

Description de la crise

Les aires de santé de Kitsule et Sati, situées dans la zone de santé de Masisi (Nord-Kivu), font face à une détérioration prolongée du contexte sécuritaire depuis la prise de contrôle du chef-lieu du territoire de Masisi par le groupe armé M23 en janvier 2025. Dans ce contexte, des affrontements récurrents dans les villages environnants continuent d'avoir un impact significatif sur les populations civiles.

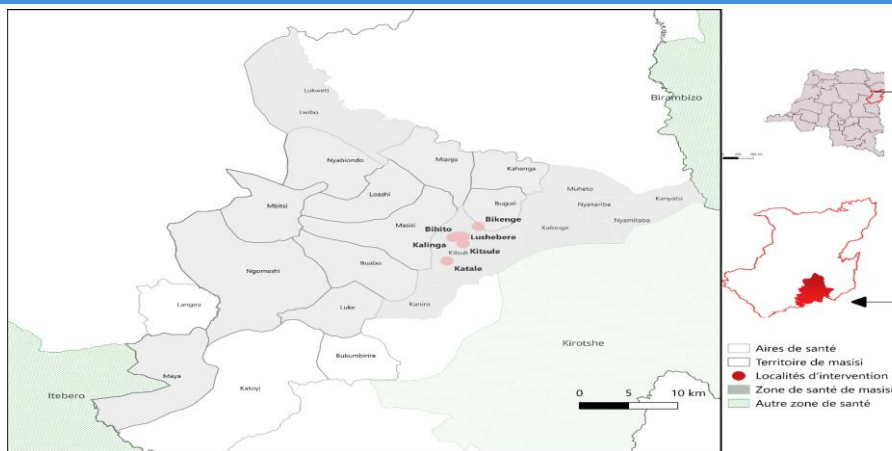
En conséquence, cette instabilité sécuritaire a provoqué des déplacements massifs de population. Selon les données disponibles (OCHA eTools – réf. 6195), 5 624 ménages, soit 33 711 personnes, se seraient déplacés vers les localités de Kitsule, Lushebere, Katale, Kalinga, Bihito et Bikenge. Les personnes déplacées internes (PDI) arrivées dans ces zones sont majoritairement hébergées par des familles d'accueil, tandis qu'une partie d'entre elles est installée dans des centres collectifs, notamment des lieux de culte.

Par ailleurs, ces mouvements de population se sont déroulés en plusieurs vagues successives, débutant avant septembre 2025 et se poursuivant jusqu'en novembre 2025, principalement en provenance des groupements de Banyungu, Buabo, Bapfuna et Biiri.

Afin de mieux comprendre les impacts humanitaires de ces déplacements, le Congo Cash Consortium (CCC) a conduit, du 11 au 15 décembre 2025, une évaluation rapide multisectorielle des besoins dans la zone. Cette évaluation visait à identifier les besoins prioritaires et urgents des ménages nouvellement déplacés et à éclairer la réponse de la communauté humanitaire.

Les résultats de l'évaluation ont mis en évidence des besoins humanitaires multisectoriels critiques, notamment en matière d'accès à la terre agricole, d'articles ménagers essentiels (AME), d'eau potable, de sécurité alimentaire, d'activités génératrices de revenus (AGR), d'abris et d'éducation.

Dans ce contexte humanitaire préoccupant, et avec le soutien financier de CDCS, DANIDA et de la Fondation IKEA, le CCC a complété cette démarche par l'enregistrement des ménages déplacés, mis en œuvre à travers ses partenaires ABCOM et Biferd, en vue de l'identification des ménages éligibles à une assistance en espèces via le mécanisme de transferts monétaires par mobile money.



Source des résultats : 1

Code de l'alerte

6195

EH-6195

Autres codes d'alerte

Date de début de crise

01/12/2025

16/10/2025

Date de fin de crise

En cours

En cours

Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée

9 679

2 851

Taille moyenne ménages

6,1

-

Accès physique

Accès sécuritaire

Présence de la MONUSCO

Incidents au cours des 2 dernières semaines

Source : équipe d'évaluation

Voiture

Oui

Non

Frappes de drone sur les potisions M23

Couverture tél.

60%

(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires rapportées sont la détérioration significative des conditions de vie des ménages. Celle-ci se manifeste notamment par une diminution de la disponibilité des denrées alimentaires, de nombreux ménages déplacés dépendent principalement du travail journalier contre nourriture ou de travaux journaliers rémunérés espèces.

Le manque ou l’insuffisance d’articles ménagers essentiels, de vêtements et de couvertures, ainsi que la perte des moyens de subsistance et l’accès quasi inexistant à la terre agricole figurent également parmi les principales conséquences identifiées par les participants aux groupes de discussion. Par ailleurs, d’autres impacts majeurs ont été identifiés, notamment la déscolarisation des enfants, la gratuité scolaire n’étant plus systématiquement appliquée au niveau primaire, la surpopulation au sein des ménages et des centres collectifs, l’augmentation des maladies et la baisse générale des revenus des ménages.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	18%	16%
6-17 ans	20%	20%
7 mois-5 ans	8%	10%
0-6 mois	3%	3%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) 2

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	64%
Nutrition	25%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	1%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	1%
Santé	47%
Education	0%
Nourriture	4%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)						
Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			5 309		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	1%	4%	18%	-	77%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	0%	-	20%	-	80%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	0%	13%	-	-	66%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	80%	-	-	-	20%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	9%	25%	48%	5%	0%
	Promiscuité dans les abris			60%		
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	9%	56%	30%	4%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	31%	3%	21%	18%	14%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	1%	-	1%	-	98%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	39%	28%	11%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans			60%		
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)			Les infections respiratoires et diarrhées aiguës		
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	79%	-	-	-	21%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	72%	-	-	-	28%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	75%	-	25%	-	0%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours				53%	

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La grande majorité des ménages déplacés ont exprimé leur intention de retour dans leurs localités d'origine une fois qu'ils sentiront que la sécurité est rétablie. Ce désir de retour reflète leur attachement à leur village, à leurs terres et à leurs communautés. Cependant, ils soulignent que ce retour ne sera envisageable que si un environnement sûr et stable est garanti, incluant la protection contre les violences, un accès minimal aux services de base et la possibilité de récupérer et protéger leurs moyens de subsistance. Cette intention de retour témoigne de l'importance cruciale de la sécurité et de la stabilité pour permettre un retour durable et volontaire.

En attendant que la situation s'améliore, les ménages préfèrent rester dans la zone d'accueil.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) 2

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	54%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	75%
Vouchers / foires	12%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	14%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	2%
Autre	0%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) 2

	(Fréquence de réponses pondérée) ³ Fréquence max. possible: 21
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	17
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	0
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	5
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	0
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	7
Santé	9
Education	12
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	11
Autre	2
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie	Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
La collecte des données a été réalisée à l'aide de la boîte à outils ERM développée par REACH et mise à disposition par OCHA pour la communauté humanitaire en RDC. Trois types de questionnaires ont été utilisés : des entretiens avec des informateurs clés, des groupes de discussion communautaires et des entretiens ménages. Les questionnaires destinés aux informateurs clés et aux ménages ont été administrés sur Kobo Collect à l'aide de tablettes, tandis que les groupes de discussion communautaires ont été conduits sur support papier. Les enquêtes ménages ont été menées par des enquêteurs recrutés localement et formés à la méthodologie et à l'utilisation de l'outil de collecte. Les informateurs clés ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance du contexte local et interrogés sur les impacts de la crise et les besoins des communautés. Les groupes de discussion ont été organisés par localité, avec des groupes homogènes d'hommes et de femmes issus à la fois des communautés déplacées et hôtes. Chaque groupe comptait entre 8 et 10 participants volontaires, en veillant à une représentation équilibrée (50 % déplacés, 50 % hôtes) et à l'inclusion de personnes vulnérables, notamment les jeunes, les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap.	RDS	Non	-	-	Indicatifs
	IC distance	Non	-	-	Indicatifs
	IC sur place	Oui	Aléatoire simple	Statut de déplacement (PDI, retourné, etc.)	Indicatifs
	GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
	EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
	(OL)	Oui	-	-	Indicatifs
			EM	IC	RDS/GDC
	Date de début de l'enquête		11/12/2025	11/12/2025	11/12/2025
	Date de fin de l'enquête		13/12/2025	16/12/2025	14/12/2025
	Organisation		Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC)		
	Mission inter-agence/inter-organisation?		Non	Non	Non
	Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC mis en œuvre
	Bihito	503	10	1	1
	Bikenge	309	6	1	1
	Kalinga	1212	12	2	2
	Katale	2740	57	3	3
	Kitsule	685	8	1	2
	Lushebere 2	175	18	1	1
	Total	-	5624	111	10

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
■ Déplacés	55%	48%	
■ Retournés	8%	22%	
■ Communauté hôte / autochtones	37%	30%	
■ Réfugiés	0%	0%	
■ Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	5 309	1 368
Retournés	762	634
Communauté hôte / autochtones	3 608	848
Réfugiés	0	0
Rapatriés / expulsés	0	0

Analyse des mouvements de population

L'évaluation a fait état de 9 679 ménages dans l'ensemble des localités enquêtées, représentant une population estimée à 58 780 personnes, sur la base d'une taille moyenne de 6,1 personnes par ménage rapportée pendant les enquêtes ménages.

La population de la zone évaluée est majoritairement composée de personnes déplacées internes (PDI), avec toutefois la présence de quelques ménages retournés. Les communautés hôtes jouent un rôle central dans l'accueil des déplacés : presque tous les ménages hôtes hébergent des PDI, malgré un contexte économique difficile et une diminution de la disponibilité alimentaire. Certains ménages accueillent jusqu'à plus d'un ménage PDI.

Les PDI se sont principalement installées dans des localités relativement plus sûres, souvent proches de leurs zones d'origine, afin de fuir les violences armées. Ceux qui n'ont pas pu se déplacer se réfugient dans les champs, tandis que les personnes restées dans leurs villages sont exposées à de graves violations des droits humains, notamment la torture, le travail forcé, les taxes illégales, les violences sexuelles et parfois la mort. Malgré cette situation, l'ensemble des PDI exprime la volonté de retourner dans leurs localités d'origine dès que les conditions sécuritaires s'amélioreront, soulignant l'importance pour eux d'un environnement sûr pour envisager un retour durable.

Les relations entre PDI et communautés hôtes sont globalement bonnes et fondées sur la solidarité. Néanmoins, certaines tensions ponctuelles apparaissent, liées à la pression exercée sur les ménages hôtes, notamment en matière de partage des repas, d'hygiène, de gestion des espaces communs. Ces situations, bien que limitées, soulignent la nécessité de renforcer le soutien aux ménages hôtes afin de maintenir une cohabitation harmonieuse et durable entre PDI et communautés locales.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée 9 679 2 851

Taille moyenne des ménages (EM) 6,1 -

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte) 63% -

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil 31% -

(Réponse IC majoritaire)

Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée 2 974 -

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

Déplacés	
Retournés	
Communauté hôte / autochtones	
Réfugiés	
Rapatriés/Expulsés	
Total	

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	0	-	0	0	-
	115-125 mm	0	-	0	0	-
	>125 mm	0	-	0	0	-
	MAG	0	0%	0	0%	0%
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	0	-	0	0	-
	115-125 mm	0	-	0	0	-
	>125 mm	0	-	0	0	-
	MAG	0	0%	0	0%	0%
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	0	-	0	0	-
	115-125 mm	0	-	0	0	-
	>125 mm	0	-	0	0	-
	MAG	0	0%	0	0%	0%
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	-			
	185-230 mm	0	-			
	>230 mm	0	-			
	MAG	0	0%			

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans	≥ 2 ans	Total
	n	n	n
Garçons de moins de 5 ans	<115 mm	34	68
	115-125 mm	0	0
	MAG	34	68
Filles de moins de 5 ans	<115 mm	185	251
	115-125 mm	9	22
	MAG	194	273
Enfants de moins de 5 ans	<115 mm	219	319
	115-125 mm	9	22
	MAG	228	341
Femmes enceintes et allaitantes	<185 mm	0	
	185-230 mm	10	
	MAG	10	

Analyse Nutrition

Le dépistage nutritionnel actif n'a pas été réalisé dans le cadre de cette Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM). Toutefois, les données de routine issues des centres de santé de Sati et de Kitsule, analysées dans le cadre de ce rapport, mettent en évidence une situation nutritionnelle préoccupante, tant chez les enfants de moins de cinq ans que chez les femmes enceintes et allaitantes (FEFA). L'analyse des données relatives aux enfants de moins de cinq ans révèle une vulnérabilité accrue chez les enfants de moins de deux ans, en particulier chez les filles. En effet, sur un total de 228 cas de malnutrition aiguë globale (MAG) enregistrés dans les deux centres de santé parmi les enfants de moins de deux ans, 194 cas, soit 85 %, concernent des filles, indiquant une disproportion marquée selon le sexe au sein de cette tranche d'âge.

En ce qui concerne la situation nutritionnelle des femmes enceintes, un total de dix (10) cas de malnutrition aiguë modérée (MAM) ont été recensés dans les structures sanitaires concernées.

Ces résultats traduisent un accès insuffisant des ménages à une alimentation adéquate, suffisante et équilibrée, exacerbé par le contexte de déplacement et d'insécurité. Ils soulignent également la nécessité d'une réponse humanitaire urgente et ciblée, intégrant des interventions en sécurité alimentaire et en nutrition, avec une attention particulière portée aux enfants de moins de deux ans et aux femmes enceintes et allaitantes, conformément aux priorités humanitaires.

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		15	
Principales activités de subsistance (EM, IC) 2			
Travail journalier	55%	9	
Agriculture de subsistance	12%	14	
Agriculture de rente	14%	4	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	2	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/char)	9%	3	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	8	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de	2%	0	
Aucune	1%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	41%	-	
Non	59%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de cultures endommagées (IC)			
		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
		Non consensus	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
		Non consensus	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	69%	-	
Non	31%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	3%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	6%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
		Oui	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	33%	12	
Non	67%	3	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	2	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	11	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	2	
Ne sait pas	-	0	
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		15	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) 2			
Production personnelle	16%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	1%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	6%	-	
Marché	55%	-	
Travail pour de la nourriture	38%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	5%	-	
Petit commerce	21%	-	
Vente de braises/charbon, etc	1%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	5%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	8%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	1%	-	

Autre		0%	-	
Ne sait pas		0%	-	
Ne se prononce pas		0%	-	

Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)				
Aucune réserves		77%	-	5
1-2 semaines		18%	-	3
3-4 semaines		4%	-	
Plus de 4 semaines		1%	-	1

Nombre moyen de repas par jour (EM)				
Pour les adultes hommes		1	-	
Pour les adultes femmes		1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans		1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans		1	-	

Score de consommation alimentaire (SCA / ESCA)				
Acceptable (>42)		0%	-	1
Limite (>28)		20%	-	3
Pauvre (≤28)		80%	-	5

Indice des stratégies de survie simplifié (ISS / ESCS)				
Durable (<4)		0%	-	1
Sous pression (<19)		13%	-	3
Crise / urgence (≥19)		87%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les résultats de l'enquête indiquent que la majorité des ménages enquêtés, composés principalement de personnes déplacées internes, dépendent de sources de revenus précaires et instables au cours des deux semaines précédant l'enquête. Les travaux journaliers occasionnels constituent le principal moyen de subsistance (55 %), suivis de l'agriculture (26 %) et du petit commerce, traduisant une faible diversification des revenus et une vulnérabilité économique élevée.

Les capacités de production agricole des ménages sont fortement affectées, avec 59 % des ménages déclarant ne pas avoir accès à la terre cultivable. Cette situation est aggravée par le manque d'intrants agricoles et le pillage du bétail lié au conflit, limitant les opportunités agricoles et l'accès aux protéines animales, dans un contexte où très peu de ménages disposent encore de bétail.

Bien que 69 % des ménages disposent d'un accès physique à des marchés fonctionnels, le coût élevé des denrées alimentaires constitue un frein majeur à l'accès économique. En conséquence, l'alimentation repose principalement sur les achats au marché (55 % des aliments consommés) et le travail contre nourriture (38 %), tandis que la production propre reste marginale (16 %).

L'absence de stocks alimentaires pour 77 % des ménages entraîne une consommation alimentaire critique, caractérisée par un seul repas par jour en moyenne. Une proportion élevée des ménages (80 %) présente un score de consommation alimentaire pauvre, et 66 % se trouvent en situation d'urgence, recourant à des stratégies de survie négatives, témoignant d'une dégradation sévère de la sécurité alimentaire.

Les ménages présentant des vulnérabilités spécifiques, tels que les personnes âgées, les femme enceintes ou allaitantes et les personnes en situation de handicap, sont particulièrement touchées par la rareté des opportunités économiques et la diminution des requérants des services aggravée par l'afflux des déplacés et les effets du conflit.

Face à cette situation, certains ménages recourent à des stratégies d'adaptation négatives, notamment la mendicité des enfants souvent organisée par les adultes les exposant ainsi à des risques d'accident et de violences, et le sexe de survie (cité dans deux groupes de discussion) pratiqué par certaines femmes en raison de manque de nourriture.

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		15	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	16%	-	
En famille d'accueil	39%	-	
Dans un site spontané	9%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	5%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	24%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	7%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM6, IC2)			
Maison (construction durable)	12%	2	
Maison (construction non-durable délabrée)	44%	14	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	28%	14	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	6%	7	
Ecole transformée en centre collectif	-	5	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	4%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris			Sévérité
Oui	60%	-	3
Non	40%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) 7			
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%		1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	9%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	15%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	7%		2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%		
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%		
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	18%		
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%		3
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	6%		
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	4%		
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	14%		
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	3%		
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	5%		4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%		5

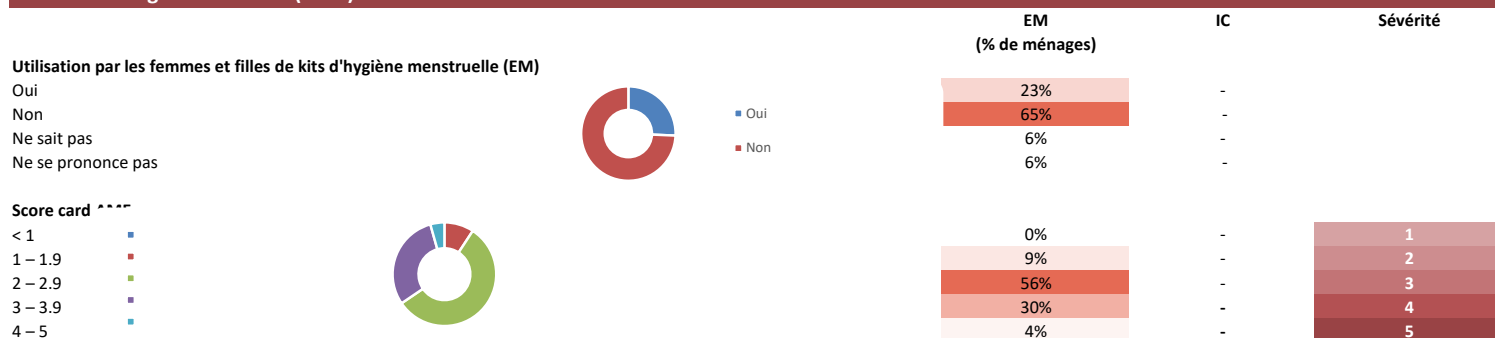
Analyse Abris

Les résultats de l'enquête montrent que les abris occupés par les ménages déplacés sont majoritairement précaires et non durables. Le logement en construction non durable et délabrée constitue le type d'abri le plus fréquent (44 % des ménages), suivi des abris d'urgence (28 %), un constat corroboré par les informateurs clés, qui indiquent que seule une minorité de ménages vit dans des abris d'urgence formels.

Concernant les modalités d'occupation, 39 % des personnes déplacées internes (PDI) sont hébergées par des familles d'accueil, tandis que 24 % sont locataires, 7 % en co location et 6 % résident dans des centres collectifs, notamment des lieux de culte.

L'analyse met en évidence des contraintes d'accès à la propriété foncière limitant l'accès des PDI à des solutions d'abris durables, entraînant une forte dépendance à l'hébergement chez l'habitant. La promiscuité élevée observée, en particulier au sein des familles d'accueil, accentue les risques de dégradation des conditions de vie et de tensions communautaires, soulignant la nécessité d'une réponse ciblée en Abris/AME visant à améliorer l'adéquation des abris et l'accès à des solutions d'hébergement dignes et sûres.

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

L'analyse de la possession des articles ménagers essentiels (AME) met en évidence une couverture largement insuffisante, plaçant une proportion importante de ménages dans des situations critiques à urgentes. Ainsi, 56 % des ménages présentent un score AME compris entre 2 et 2,9, indiquant un déficit critique, tandis que 30 % affichent un score de 3 à 3,9, correspondant à une situation d'urgence. Seuls 4 % des ménages disposent d'un niveau relativement adéquat en AME.

Les ménages évalués disposent en moyenne de 1,7 bidon rigide de 5 litres ou plus, 1,8 casserole de 5 litres ou plus, 2,5 supports de couchage avec draps et 1,1 bassine, des niveaux bien en deçà des standards minimums recommandés, notamment pour des ménages déplacés vivant en contexte de forte précarité.

Par ailleurs, la faible capacité financière de la majorité des ménages limite leur aptitude à couvrir les besoins essentiels en AME , accentuant leur vulnérabilité globale.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) 19	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinet privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	4	
Puits à pompe / forage	-	1	
Puits creusé aménagé	-	1	
Source naturelle aménagée	-	2	
Source naturelle non-aménagée	-	1	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	636	
Camion-citerne	-	1	
Charrette avec petite citerne	-	1	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	3	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	1	
Type de source d'eau (EM) 8			
Source améliorée	40%	-	1
Source non-améliorée	39%	-	3
Eau de surface	18%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	60%	-	3
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
			Oui , quelques-uns (moins de la moitié)
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	59%	-	
De 31 minutes à 2 heures	41%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) 2			
Pas de problème	34%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	22%	13	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	20%	2	
Aller chercher de l'eau est une activité danger	1%	4	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'	1%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'	37%	12	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont t	9%	0	
L'eau est trop chère	12%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	29%	8	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau r	0%	1	
Autre	2%	1	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		19	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) 2			
Tous les membres sans distinction	0%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	100%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-	
Les filles de moins de 18 ans	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) 7			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	31%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	3%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	6%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	21%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	12%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	18%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	14%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	1%	-	1
Oui, eau seulement	98%	-	3
Non		-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui		42%	-
Non		58%	-
Ne sait pas	42%	0%	-
Ne se prononce pas	58%	0%	-
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui		4%	-
Non		96%	-
Ne sait pas	4%	0%	-
Ne se prononce pas	96%	0%	-
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) 2			
Présence de matières fécales	-	7	
Eau stagnante	-	4	
Déchets solides domestiques	-	16	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	2	
Rongeurs / rats	-	0	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		19	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) 7, 9			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	39%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	28%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	11%	-	5

Analyse EHA

Les résultats de l'évaluation montrent que 40 % des ménages utilisent une source d'eau améliorée. Malgré cette couverture limitée, une majorité de ménages déclarent disposer d'une quantité d'eau suffisante pour la boisson (86 %), la préparation des aliments (82 %) et l'hygiène personnelle (64 %). Pour 59 % des ménages, la source d'eau principale est située à moins de 30 minutes de marche aller retour, répondant aux standards d'accessibilité physique. Toutefois, l'accès à l'eau demeure associé à des risques de protection, l'ensemble des ménages signifiant une exposition des femmes adultes à des risques sécuritaires lors de la collecte de l'eau.

En revanche, la situation en matière d'assainissement et d'hygiène est hautement préoccupante. En effet, 98 % des ménages ne disposent d'aucun dispositif de lavage des mains, et 68 % utilisent des installations sanitaires non améliorées, augmentant les risques de contamination fécale. Ces insuffisances se traduisent par un taux alarmant de diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans, estimé à 60 %, un niveau largement supérieur aux seuils d'alerte humanitaire, indiquant une urgence sanitaire nécessitant une réponse EHA immédiate et intégrée.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		19
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	100%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	0%	-
Autre	0%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	100%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	0%	-
Autre	0%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)		Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)		
Moins de 1 heure	63%	-
Entre 1 heure et 2 heures	37%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	0%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)		
A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	19
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité																								
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		19																									
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) 2																											
Pas de problèmes	-	6																									
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0																									
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	3																									
Manque de médicaments	-	10																									
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	1																									
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0																									
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0																									
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0																									
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	2																									
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0																									
Autre	-	0																									
Ne sais pas	-	0																									
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)																											
Diarrhée	60%	-	3																								
Fièvre	61%	-																									
Toux	18%	-																									
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5																											
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)																											
Oui	18%	-																									
Non	52%	-																									
Ne sait pas	1%	-																									
																											
Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :																											
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)																											
Paludisme	<table><tr><th colspan="2">IC</th></tr><tr><th>Cas suspects</th><th>Cas confirmés</th></tr><tr><td>18</td><td>386</td></tr><tr><td>778</td><td>1 110</td></tr><tr><td>293</td><td>641</td></tr><tr><td>0</td><td>8</td></tr><tr><td>0</td><td>62</td></tr><tr><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>9</td><td>7</td></tr><tr><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>0</td><td>0</td></tr><tr><td>0</td><td>0</td></tr></table>			IC		Cas suspects	Cas confirmés	18	386	778	1 110	293	641	0	8	0	62	0	0	9	7	0	0	0	0	0	0
IC																											
Cas suspects	Cas confirmés																										
18	386																										
778	1 110																										
293	641																										
0	8																										
0	62																										
0	0																										
9	7																										
0	0																										
0	0																										
0	0																										
Infection Respiratoire Aigue																											
Diarrhées aiguës																											
Typhoïde																											
Malnutrition aigue globale																											
Rougeole																											
Choléra																											
Fièvre jaune																											
Fièvre hémorragique																											
Autre																											
Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré																									
Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)		Non, manque modéré																									
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise		Oui, beaucoup																									

Analyse Santé

Dans le cadre de l'évaluation, deux centres de santé opérationnels ont été visités dans les aires de santé couvertes, à savoir les centres de santé de Sati et de Kitshule, qui constituent les principaux points d'accès aux soins et sont fréquentés par l'ensemble de la population (100 %). Ce taux élevé de fréquentation s'explique principalement par la gratuité des soins, réduisant considérablement les barrières financières à l'accès aux services de santé.

En termes d'accessibilité géographique, 63 % des ménages sont situés à moins d'une heure de marche de la structure de santé la plus proche, une distance conforme aux standards humanitaires. Toutefois, malgré cette accessibilité géographique et financière, l'état de santé des enfants de moins de cinq ans reste préoccupant. Au cours des deux semaines précédant l'enquête, 60 % ont souffert de diarrhée, 61 % de fièvre et 18 % de toux, indiquant une forte morbidité infantile.

Par ailleurs, 7 % des ménages ont déclaré que leurs membres dorment sans moustiquaire, exposant particulièrement les enfants et les femmes enceintes à un risque accru de paludisme. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer les interventions préventives, notamment en matière de lutte contre les maladies hydriques et de prévention du paludisme, en coordination avec les secteurs EHA et Nutrition, afin d'améliorer durablement les résultats sanitaires.

Protection			
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		17	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	21%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	NonNe sait pas	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	-	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	28%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	13	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	16	-	
Nombre total de personnes âgées	2	-	
Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)		Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) 3	
2		H +18 ans	F +18 ans
Rien à signaler / Pas de problème		4	2
Meurtre		2	0
Mutilations / coups et blessures		2	2
Violences intercommunautaires		0	0
Violences sexuelles		0	11
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement		0	0
Blessés / morts dus aux mines		0	0
Mariage forcé / précoce		3	3
Violences conjugales		0	5
Séparation des familles		0	2
Pillage / vol / cambriolage		7	2
Pillage du bétail		8	2
Arrestations arbitraires		0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements		0	10
Recrutements / enrôlements forcés		0	0
Démobilisation d'acteurs armés		0	0
Travaux forcés		3	0
Autre		0	1
Ne sait pas		0	0
Ne se prononce pas		0	0
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) 2			
Violence physique ou harcèlement		25%	-
Déni d'accès à des services		1%	-
Recrutement de force dans des groupes armé		2%	-
Mariage forcé		0%	-
Travail forcé		38%	-
Pas de cas dans le ménage		46%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		1%	-
Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) 2			
Violence physique ou harcèlement		8%	-
Déni d'accès à des services		0%	-
Recrutement de force dans des groupes armé		0%	-
Mariage forcé		0%	-
Travail forcé		0%	-
Pas de cas dans le ménage		89%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		2%	-
Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)		Oui	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		17	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) 2			
Pas de cas dans la communauté	84%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	3%	-	
Viol	4%	-	
Agression sexuelle	5%	-	
Violence physique ou harcèlement	4%	-	
Mariage forcé	0%	-	
Déni d'accès à des services	1%	-	
Abus psychologique / émotionnel	0%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	7	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	10	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) 2			
Aucun problème	-	2	
Accaparement des terres	-	10	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	2	
Accès à la terre pour les PDIs	-	4	
Augmentation du coût du loyer	-	5	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	6	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	3	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	4	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	3	
Répartition inégale des terres	-	3	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	
Analyse Protection			
Les témoignages des habitants font état d'une diminution des incidents de protection dans les grandes agglomérations. Toutefois, des cas de viol et d'agressions sexuelles continuent d'être signalés dans certaines zones isolées ou peu fréquentées (9%). Ces incidents touchent principalement les femmes lors de leurs déplacements vers les champs, aux points d'eau ou lors de retours tardifs au domicile, bien que les hommes soient également concernés par ces risques. Par ailleurs, certains hommes rapportent être exposés à des pratiques de travaux forcés (38%) et, dans les cas les plus graves, à des actes de torture ou à des homicides (25%).			

Éducation			
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) 19	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education			
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	75%	-	1
Plus de 1 heure	25%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	0%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	0%	-	
Non	100%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	3	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	48%	-	
Filles (Primaire)	60%	-	
Garçons (Secondaire)	45%	-	
Filles (Secondaire)	57%	-	
Total	53%	-	4
Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	89%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	8%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	1%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)³

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
16	16
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	-
0	-
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
3	3
0	0
0	0

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

-	80%
-	83%

- 75%
- 73%

75
59

L'évaluation montre que la majorité des écoles sont fonctionnelles et physiquement accessibles, 75 % des ménages étant situés à moins d'une heure de marche, sans occupation par des personnes déplacées, ce qui favorise en principe la continuité scolaire. Toutefois, la déscolarisation reste élevée : au cours des deux semaines précédant l'enquête, plus de la moitié des filles et près de la moitié des garçons, tant au primaire qu'au secondaire, n'ont pas fréquenté l'école, révélant des inégalités marquées selon le genre et le niveau scolaire. Les principaux freins à la scolarisation sont le manque de moyens financiers, touchant 89 % des ménages, et les interruptions liées aux déplacements, aggravés par l'insécurité alimentaire, la fragilité de la gratuité scolaire et la dégradation des infrastructures. Néanmoins, l'appui d'organisations humanitaires comme War Child et Help contribue à maintenir l'accès à l'éducation des enfants les plus vulnérables par la distribution de kits scolaires et de matériel pédagogique.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		21	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) 2			
Pas d'aide reçue	64%	-	
Nutrition	25%	3	
Abris	0%	6	
AME	1%	5	
EHA	1%	3	
Santé	47%	8	
Education	0%	5	
Nourriture	4%	6	
Moyens de subsistance	0%	5	
Protection (y compris la sécurité)	0%	3	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	3%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) 2			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	17	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	0	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	5	
AME	-	0	
EHA	-	7	
Santé	-	9	
Education	-	12	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	11	
Autre	-	2	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) 2			
Cash physique (en espèces)	54%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	75%	-	
Vouchers / foires	12%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	14%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formation)	2%	-	
Autre	0%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) 2		
Pas de besoin d'information	24%	-
Où recevoir l'assistance	62%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	62%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	4%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	21%	-
Comment donner son feedback	1%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	1%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	5%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	1%	-
Autre	2%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) 2

Appel téléphonique		45%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)		75%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)		7%	-
SMS		9%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)		0%	-
Evenements communautaires		5%	-
Crieurs publics avec mégaphones		18%	-
Au travers des leaders communautaires		14%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux		8%	-
Organisations / comités de femmes		1%	-
Autorités locales gouvernementales		0%	-
Autorités locales (police, militaires)		0%	-
Autre		0%	-
Préfère ne pas répondre		0%	-

Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) 2

Appel téléphonique		40%	-
Boîte à plaintes		83%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)		33%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)		1%	-
SMS		2%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)		0%	-
Evenements communautaires		1%	-
Crieurs publics avec mégaphones		1%	-
Au travers des leaders communautaires		0%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux		0%	-
Organisations / comités de femmes		0%	-
Autorités locales gouvernementales		0%	-
Autorités locales (police, militaires)		0%	-
Autre (préciser)		0%	-
Préfère ne pas répondre		0%	-

Analyse AAP

Les ménages identifient comme besoins prioritaires l'accès à l'alimentation, l'éducation et le relèvement des moyens de subsistance (semences, outils agricoles, petit bétail). Les transferts monétaires constituent la modalité d'assistance privilégiée, notamment le cash électronique/mobile money (75 %), suivis du cash physique (54 %), tandis que l'assistance en nature reste marginale (14 %). Concernant la redevabilité, les boîtes à plaintes sont le mécanisme le plus plébiscité (83 %), devant les appels téléphoniques (40 %) et les échanges directs avec le personnel humanitaire (33 %). Enfin, l'assistance reçue concerne principalement le secteur de la santé (47 % des ménages), suivie de la nutrition (25 %), alors que la sécurité alimentaire demeure très faiblement couverte (4 %).

Conclusions générales et commentaires

L'évaluation estime à 5 624 ménages déplacés, soit 33 711 personnes, répartis dans les localités de Kitsule, Lushebere, Katale, Kalinga, Bihito et Bikenge. Les personnes déplacées internes (PDI) sont majoritairement hébergées au sein de familles d'accueil ou dans des centres collectifs, notamment des églises. Les besoins prioritaires multisectoriels identifiés concernent l'accès à la terre agricole, les articles ménagers essentiels (AME), l'eau, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, les abris et l'éducation.

Les PDI n'ont pas pu reprendre leurs activités agricoles, qui constituaient leur principale source de revenus avant le déplacement, en raison de l'accès très limité à la terre cultivable dans les zones d'accueil. Les ménages déplacés dépendent ainsi de sources de revenus peu diversifiées et précaires, principalement des travaux journaliers irréguliers, majoritairement agricoles, insuffisants pour couvrir les besoins alimentaires de base.

L'adduction d'eau est disponible dans les localités de Katale, Bikenge, Lushebere 1 et Bihito. En revanche, Kalinga et Kitsule connaissent des pénuries d'eau liées à l'insuffisance de points d'eau fonctionnels, à l'absence de sources aménagées et à l'éloignement des points d'approvisionnement.

Ces contraintes exposent particulièrement les femmes et les filles à des risques accrus de protection lors de la collecte de l'eau. Par ailleurs, certains ménages, notamment les PDI, indiquent que l'eau demeure payante, malgré sa disponibilité. L'accès aux latrines est insuffisant dans l'ensemble des localités évaluées, entraînant une surcharge des installations existantes, une dégradation des conditions d'hygiène et un recours fréquent à la défécation à l'air libre.

Les soins de santé, y compris la prise en charge gratuite de la malnutrition infantile, sont assurés par PUI et MSF dans la zone. Toutefois, des ruptures régulières de médicaments sont signalées, contraignant les patients à acheter eux-mêmes les traitements prescrits. Les habitants de Lushebere 2 doivent par ailleurs parcourir de longues distances pour atteindre la structure de santé la plus proche. Les pathologies les plus fréquentes rapportées sont la diarrhée, les infections respiratoires aiguës (IRA) et la malnutrition chez les enfants, ainsi que le paludisme et les IRA chez les adultes.

Le manque de moyens financiers empêche les PDI d'accéder à la terre ou à des logements autonomes, les contraignant à vivre au sein de familles d'accueil, dans des centres collectifs, ou dans des abris de fortune érigés avec l'accord des communautés hôtes. Cette situation génère une forte promiscuité, une réduction de l'espace vital et une pression accrue sur les ressources des familles d'accueil. Le manque généralisé d'articles ménagers essentiels (ustensiles de cuisine, couvertures, nattes, etc.) a été systématiquement souligné lors des discussions de groupe, aggravant la vulnérabilité des ménages déplacés.

Un peu plus de la moitié des enfants âgés de 6 à 12 ans ne sont pas scolarisés ou ont abandonné l'école, une situation qui affecte de manière disproportionnée les enfants issus des ménages déplacés. Beaucoup ont connu de longues interruptions scolaires et rencontrent aujourd'hui des difficultés de réintégration dans le système éducatif.

Par ailleurs, depuis l'avancée de l'AFC/M23 à Goma, la gratuité de l'enseignement primaire décrétée par le gouvernement central n'est plus effectivement appliquée. La majorité des parents n'est pas en mesure de couvrir les frais scolaires, ce qui constitue un frein majeur à la poursuite de la scolarité. Néanmoins, quelques acteurs humanitaires, notamment War Child et Help, interviennent dans la zone à travers la distribution de kits scolaires et de matériel pédagogique, contribuant à soutenir l'accès à l'éducation des enfants les plus vulnérables.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - <= 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)